



REUNION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN AVEC LA VICE PRESIDENTE DE LA BANQUE MONDIALE



Le Ministre des Finances et du Budget **ALLALI MAHAMAT ABAKAR** a pris part au côté de ses collègues membres du Gouvernement à la réunion organisée par la Vice Présidente, le Vendredi 24 Mai 2019 à l'hôtel Hilton.

Cette réunion initiée par Madame ANETTEE DIXON vice présidente du développement du Capital Humain de la Banque Mondiale, en visite de 48 heures au Tchad, dans le cadre de l'évaluation du capital humain.

La rencontre a permis aux parties prenantes d'échanger sur plusieurs questions relatives au développement du capital humain au Tchad.

Dans sa présentation, Madame DIXON a fait ressortir la vision de son institution dans le cadre du projet de développement du capital humain et les indicateurs des mesures à effet rapide et prioritaires qui sont notamment : la santé des enfants, le renforcement de l'autonomisation des femmes

pour accélérer la condition transitoire de la fécondité, la promotion de l'enseignement à la base et la mise en échelle des filets sociaux.

Madame ANETTE DIXON a souligné que le plan de développement du capital humain en Afrique est ambitieux car cela met un accent particulier sur la survie des enfants en réduisant la mortalité de moins de 5ans, réduire le taux de retard de croissance de 32% à 28% pour tous les enfants, accroître les années de la scolarisation, augmenter la couverture de protection sociale de 20% à 30% pour les plus pauvres.

Enfin, dans les échanges, les membres du Gouvernement des ministères sectoriels concernés ont présenté les réalisations de l'Etat tchadien dans le capital humain avec la création des projets phares et spécifiques. La Vice présidente se dit enchantée et félicite le Gouvernement pour les grands efforts consentis pour le développement du capital humain au Tchad.



DEPLACEMENT

Le Secrétaire d'Etat aux Finances et au Budget Monsieur **AHMED ALKHOUDAR ALI FADEL**, prendra part ce 31 mai 2019 à la 20^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale du fonds de Solidarité Africain (FSA) à Lomé en République Togolaise.



SIGNATURE DU PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES FONDATIONS BILL & MELINDA GATES ET ALIKO DANGOTE.



Le Ministre des Finances et du Budget Monsieur **ALLALI MAHAMAT ABAKAR**, son collègue en charge de la Santé Publique et de l'Administration du territoire ont procédé, le lundi 27 mai 2019, à la signature d'un protocole d'entente entre les fondations BILL & MELINDA GATES et ALIKO DANGOTE.

La cérémonie s'est déroulée à l'hôtel LEDGER PLAZA en présence des membres du Gouvernement, les partenaires techniques et financiers, des Gouverneurs, des Leaders Traditionnels et Religieux des provinces concernées et les membres des fondations BILL & MELINDA GATES et ALIKO DANGOTE. D'un montant de 4,5 milliard de FCFA, le protocole d'entente s'inscrit dans le cadre de renforcement des activités de la vaccination de routine et appui le Tchad sur une période de cinq ans en vue d'améliorer cette couverture vaccinale dans les 3 provinces : le Lac, le Kanem et le Hadjer Lamis. En effet, Le protocole d'entente avec ces deux fondations est une synergie d'action, dans l'optique de rehausser le taux de vaccination dans ces trois provinces où sévit encore le virus polio-sauvage et plusieurs maladies.

Ce financement couvre les sept principaux domaines à savoir : la gouvernance, les prestations, la sécurité du vaccin, le contrôle, la surveillance épidémiologique, la formation et la mobilisation sociale.

Le représentant de l'OMS portant la voix de tous les partenaires techniques et financiers se réjouit et félicite les parties prenantes pour cette initiative pour le renforcement de la vaccination de routine. Pour lui, cette initiative vient une fois de plus booster les recommandations du forum national sur la vaccination. « *Nous sommes témoins de cet accord et nous vous assurons de vous soutenir avec toute nos forces et nos énergies* » soutient le représentant de

l'Organisation mondiale de la santé, **JEAN-BOSCO NDI-HOKUBWAYO.**

Selon la représentante de la fondation Aliko Dangoté, **Zouera Youssoufou**, l'objectif de sa fondation est de continuer à faire un

plaidoyer au niveau du chef de l'État afin d'arriver au résultat de 80% de couverture vaccinale pour tous les enfants du Tchad d'ici la fin de ce protocole d'accord. Pour cela, il faut un travail soutenu à tous les niveaux et l'implication de tout sera un atout pour la réussite de la vaccination de routine au Tchad.

Le Ministre de la Santé Publique **AZIZ MAHAMAT SALEH** dans son propos de circonstance, souligne que ce proto-



cole d'entente intervient suite à la faible couverture vaccinale de routine des enfants au Tchad estimé à 22%. Ce qui a amené le Gouvernement, à tenir en 2018 sous la houlette de son Excellence le Président de la République, Chef de l'Etat, un forum national sur la vaccination de routine. C'est dans cette dynamique que la signature de ce protocole d'entente avec les deux fondations s'inscrit pour une synergie d'actions en vue de renforcer les activités vaccinales de routine dans les trois provinces bénéficiaires.



VISITE INOPINÉE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES IMPÔTS DANS LES ENTREPRISES DE LA PLACE



Le Directeur Général des services des Impôts a fait une descente dans les usines de production de la place. Cette visite inopinée est la toute première du genre d'un Directeur Général des Impôts. La délégation du Directeur Général des Impôts **OUMAR ARDJA** a fait la descente dans l'usine de fabrication de farine de maïs, une Société Tchado Chinoise (CPL) spécialisée dans la fabrication des farines de 25kg, 50kg, 125kg et autres produits.

Dans cette entreprise le Directeur Général des Impôts, a souligné que c'est une visite de courtoisie car cette entreprise vient de voir le jour, toute fois le Directeur général demande à l'entreprise de verser la TVA mensuellement et interpelle la retenue à la source des taxes et le versement des impôts des employés. Après l'usine de la production des farines la délégation s'est rendu au dépôt de la quincaillerie Mosquée où le message était le même.

La 3^{ème} usine est celle de AL-BIDEY, une usine de production d'eau minérale; la 4^{ème} était une usine de fabrication des Tuyaux ; 5^{ème} une usine de fabrication des peintures et matériaux de construction. Dans cette usine hors mis la fabrication des matériaux de construction, l'usine fabrique des sceaux, des bassins, des matelas et autres. La 6^{ème} est celle de Complexe Chimique Sahélien une entreprise spécialisé dans l'import-export et



commercialisation des produits chimiques. Cette usine fabrique les nattes et du savon ; la 7^{ème} est une entreprise de commercialisation des Biscuites, jus en poudre, de patte et autres produits alimentaires. Dans les 7^{ème} entreprise visitée la communication est la même.

La dernière est celle de de l'usine de fabrication de l'eau minérale (vitaline), de Jus et condiments.

La série de visites terminée a permis au Directeur Général des Impôts de souligner que beaucoup d'entreprises de la place ont des chiffres d'affaires qui ne reflètent pas la grandeur de leur capacité de production. Le Directeur Général des Impôts entend appliquer la loi dans toute sa rigueur.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET PRE- SIDE LA CONFERENCE SUR « LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALE »



La traditionnelle conférence de la Mission Résidente du FMI sur les « Perspectives économiques régionales» a eu lieu ce mercredi 29 Mai 2019 dans la grande salle de réunion du siège de la BEAC de Ndjamena.

Cette conférence s'est tenue sous le patronage du Ministre des Finances et du Budget Monsieur **ALLALI MAHAMAT ABAKAR**, en présence des Présidents des Grandes Institutions de la République, les Elus du peuple, les ambassadeurs, les partenaires techniques et financiers, les Directeurs Généraux des Ministères, les Opérateurs Economiques, les représentants de la Société Civile et des organes de presse.

L'édition 2019 a pris en compte trois principaux thèmes, il s'agit notamment :

Une reprise économique contrastée en Afrique Subsaharienne ;

Les conséquences économiques des conflits ;

Les zones de libre-échange continentale.

Le Ministre des Finances et du Budget dans son propos

introduction, a souligné que: « les pays dépourvus de ressources naturelles devraient bénéficier d'une croissance d'au moins 5% ainsi que d'une hausse de revenu par habitant plus rapide que la moyenne mondiale à moyen terme, d'autres pays riches en ressources naturelles, comme le nôtre, accuseraient une croissance plus faible. Pour lui ce paradoxe s'explique, entre autre, par la baisse de la demande mondiale de matières premières consécutive à la contraction des économies chinoises et de la zone euro, le dérèglement climatique et son impact sur le secteur agropastoral de l'Afrique sub-saharienne, le poids de la dette publique, la fragilité du système de financement de l'économie, l'insuffisance des infrastructures de base. Il faut ajouter à cette liste les défis sécuritaires permanents pour ce qui est du tableau du Tchad impacté par les conflits dans les pays limitrophes.



C'est face à ces défis exacerbés par la crise économique et financière induite par le triple choc de la baisse drastique des cours du pétrole, des préoccupations sécuritaires et de la question humanitaire des réfugiés et déplacés que le Gouvernement du Tchad a fait appel au FMI dès mi-2014 pour la mise en place d'un programme triennal soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) renforcé. En 2017, un nouveau programme avec une prise en compte de la dimension sous régionale des défis a été mis en œuvre.

A l'effet de protéger, de tout risque systémique, nos économies encore vulnérable le programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) concernera, à juste raison, l'ensemble des six(6) pays de la zone CEMAC. Nous y croyons car forts de l'appui constant et du plaidoyer de haut niveau, du Président de la République, **IDRISS DEBY ITNO**, auprès de ses pairs. Le Ministre n'a pas perdu de vue la question de la dette. C'est dans cette logique qu'il informe l'assistance que la finalisation de l'audit de la dette intérieure assortie d'une stratégie d'apurement et sa mise en œuvre ainsi que l'audit et la restructuration des banques en difficulté devraient ramener la sérénité pour une croissance plus forte et soutenue à long terme et moyen terme ».

A cet effet, Il est à souligner que le Ministère des Finances et du Budget travaille d'arrache pied pour l'indispensable mobilisation des ressources, la modernisation des services et l'amélioration de la qualité de la dépense publique. Malgré ces perspectives favorables, des faiblesses structurelles qui limitent la résilience de l'économie tchadienne subsistent. Il s'agit entre autres de sa faible diversification, des conditions prohibitives d'accès aux financements, pour ne citer que ceux-là.

Le représentant du FMI, Monsieur **Joseph NTAMATUNGIRO** dans sa présentation a remercié les invités d'avoir honoré de leurs présences cette conférence sur les perspectives économiques régionales en Afrique Subsaharienne, avant de souligner que la présentation d'aujourd'hui est relative à l'édition d'avril 2019, qui a été intitulée : « Reprise dans un contexte de grande incertitude ». Le conférencier a fait mention de la reprise après le ralentissement de la croissance de 2015-2016 consécutive à la forte chute des prix du pétrole et de bonnes perspectives pour le moyen terme. Cependant, la croissance demeure modeste et, surtout, fragile. Pour rappel, la production du document a eu lieu dans un contexte d'essoufflement de la croissance économique mondiale, en plus de problèmes propres à la région. Il suffit de citer les menaces de guerre commerciale entre les Etats Unis et la Chine, le Brexit, la normalisation de la politique monétaire aux Etats Unis (passage d'une politique non conventionnelle à une politique conventionnelle). Ces problèmes subsistent, comme l'atteste l'instabilité du marché boursier dont les principaux indices boursiers sont passés d'une augmentation de presque 1% à l'ouverture à une baisse de presque 1% à la clôture du marché. Tel est le cas pour l'évolution des cours du pétrole.

Dans les échanges, les participants ont souligné que l'économie tchadienne doit être beaucoup diversifiée pour que les entreprises nationales soient solide pour booster la croissance économique au niveau local.

